

# Séisme politique : la nouvelle donne en région



Après le séisme de l'élection présidentielle 2017, les partis politiques traditionnels sont dévitalisés à droite comme à gauche, laissant un vaste espace central largement occupé par La République en Marche. En Occitanie comme ailleurs, les hommes et les femmes politiques sont à l'œuvre dans la recomposition qui, pour l'heure, semble multiplier les lignes plutôt que rassembler...

**L**es citoyens sont déboussolés. Les militants aussi. Les victoires fulgurantes du parti présidentiel La République en Marche (LREM) se sont nourries d'une défiance déjà ancienne vis à vis des partis, et ont fini d'ouvrir grand la porte à la débandade du parti politique dans sa forme traditionnelle... En leur sein, les hommes se divisent, décomposent et recomposent. Pendant ce temps, dans un délicat exercice d'équilibriste, le parti présidentiel tisse sa toile et se construit, tout en brouillant les frontières sur la base du dépassement du clivage idéologique gauche-droite. Résultat : un échiquier politique bousculé, défait, éparpillé, et des partis et mouvements qui se cherchent sur fond de bataille d'égos, de crises programmatiques et autres petits arrangements entre amis. « *C'est vrai que tout cela est flou, mais c'est peut-être l'électrochoc qu'il fallait à notre pays* », observe Pierre Morel-À-L'Huisier, député LR de Lozère. Un euphémisme ? « *C'est une situation inédite et très étrange*, observe le politologue Dominique Reynié\* (voir interview p. 31). *LREM est à la tête de l'État et dispose de la majorité législative, mais n'est pas dans les territoires, où sont au pouvoir ceux qui ont tout perdu au niveau national !* » Le sénateur LR Jean-Pierre Grand imagine déjà que le gouvernement puisse rapidement regretter le non-cumul des mandats, « *car ils constatent que le Parlement a été déserté par les élus d'expérience et que la gestion des collectivités locales est une expérience irremplaçable pour les parlementaires* ». D'autant que pour les partis traditionnels, les territoires restent des zones d'influence. « *Le parti politique trouve des ressources humaines et financières dans la gestion des collectivités territoriales, après trente ans de décentralisation* », rappelle Emmanuel Négrier, docteur en sciences politiques et enseignant à Montpellier. Mais c'est aussi un lieu où les oppositions entre ...

\* Il fut aussi candidat LR lors des Régionales 2015 en Occitanie.



© EG



CAROLE DELGA (PS)

« LE PS A TROUVÉ SA PLACE D'OPPOSITION RESPONSABLE DE GAUCHE. »

... partis peuvent s'effacer au profit d'alliances entre collectivités, même de bords différents. Sauf que LREM a bouleversé la donne politique à l'échelle nationale, mais aussi locale. Dans l'ex-LR, 78 % (18 sur 23) des députés élus en 2017 sont de LREM, contre 54 % à l'échelle du Palais Bourbon. « Emmanuel Macron avait constaté la difficulté à réformer le pays du fait de la dépendance des gouvernements à l'égard des intérêts territoriaux, poursuit Emmanuel Négrier. Son idée était de détacher le pouvoir national du territoire. » Mais tous les élus LREM ne sont pas vierges en politique. Certains ont troqué une étiquette PS, MoDem ou PRG contre un mandat LREM à l'Assemblée Nationale, et semblent désormais osciller entre un double niveau d'appartenance et de stratégie. Des recompositions qui occasionnent des numéros d'équilibristes pour différencier les intérêts nationaux des enjeux locaux.

## ■ LE PS, TOUJOURS EN TÊTE DANS LES INSTITUTIONS

La Région Occitanie est à gauche. La présidente, Carole Delga, est membre du PS et fut secrétaire d'État sous François Hollande. « Une coalition de gauche domine le Conseil régional et nous comptons 11 Départements sur 13 », précise-t-elle. Pour le politologue Emmanuel Négrier, la présidente doit « inventer un nouveau projet politique pour l'Occitanie... Si elle essuie les plâtres de la grande région actuellement, elle pourrait aussi être celle qui s'attaquera aux fresques sur un prochain mandat. » Mais l'échéance n'est pas l'ordre du jour. Pour l'heure, Carole Delga loue une Occitanie fière de « son identité culturelle et un territoire d'innovation ». Et elle s'étonne de certaines pratiques chez LREM : « Je ne comprends pas que les députés n'osent pas remettre en cause des mesures préjudiciables à leur territoire, ou qu'un responsable de parti soit désigné par le Président de la République ». Interrogée sur ses ambitions au sein du PS, elle nie toutes velléités au niveau national, et votera pour Olivier Faure, lors du Congrès des 7 et 8 avril prochain où le PS désignera son nouveau patron. Un choix logique, alors que tous deux participent aux discussions du « club des quadras du PS », et sont co-signataires d'une tribune appelant à « réinventer la gauche » publiée en mai 2017. « Le PS a trouvé sa place d'opposition responsable de gauche », assure Carole Delga. « Pour la femme de gauche et socialiste que je suis, 2017 a été une année catastrophique, affirme de son côté la vice-présidente de la Région Occitanie Nadia Pellefigue. Je crois

que le PS a déçu ses électeurs de 2012, qui se sont abstenus. La gauche doit faire un inventaire du précédent mandat avant les municipales. » L'élue régionale valorise également l'assise territoriale et les coalitions de gauche sur la Région, qui démontrent une « maturité des territoires sur l'action publique ». Au niveau départemental, Kléber Mesquida, le patron de l'Hérault, est resté au PS malgré la déroute. « Les opportunistes sont partis, regrette-t-il. Mais on se reconstruira. » La tête de pont du Conseil départemental refuse pourtant de se positionner sur l'élection à venir dans son parti. Son collègue au Département et président du groupe municipal d'opposition à Montpellier, Michaël Delafosse, prend quant à lui ses distances avec un parti où il n'a « plus de responsabilités depuis trois ans ». Pour sa course à la mairie en 2020, il revendique « des valeurs de gauche et une ouverture vers des personnes compétentes », sans regarder les étiquettes.

## ■ LA VAGUE LREM

En juin 2017, 377 députés LREM ont déferlé sur le Parlement. « C'est un changement complet du paysage politique, détaille Christian Teyssède, maire de Rodez et proche du Président. Emmanuel Macron a fait bouger tous les partis ». Patrick Vignal, député LREM de la 9<sup>e</sup> circonscription de l'Hérault et ex-député PS, salue « la parité, la jeunesse et la fraîcheur », du mouvement mais regrette parfois un « manque d'humilité de jeunes nourris aux éléments de langage », et « une grosse erreur sur la réserve parlementaire ». « L'enveloppe, ce n'est rien par rapport à la prochaine réforme constitutionnelle, répond Christian Teyssède. Les députés seront réduits à 400 et ils ont accepté le deal. On sera au cœur du changement politique. » Un changement déjà incarné par « un groupe de parlementaires volontaires » d'après Philippe Huppé, député LREM de la 5<sup>e</sup> circonscription de l'Hérault, « même si une expérience d'élue local n'est pas juste une invention d'un système à l'ancienne. Être trop Parisien est une erreur, la circonscription revitalise et permet d'être meilleur ». Sur le territoire, beaucoup de députés vont devoir se construire une légitimité locale. « Il y a différentes personnalités, précise Françoise Dumas, députée LREM de la 1<sup>re</sup> circonscription du Gard et ex-PS. Nous avons tous une histoire, je comprends mes collègues qui s'investissent à Paris. Moi, j'ai besoin de m'incarner dans un territoire. » Patrick Vignal parle d'un « coup de cœur » pour la personnalité d'Emmanuel Macron. Mais en local, il

© AN



PHILIPPE HUPPÉ (LREM)

« ÊTRE TROP PARISIEN EST UNE ERREUR, LA CIRCONSCRIPTION REVITALISE ET PERMET D'ÊTRE MEILLEUR. »



CHRISTOPHE RIVENQ (LR)

« SUR UNE RÉGION DONT LA MOITIÉ EST PLUTÔT À GAUCHE, IL FAUT MONTRER QUE LA DROITE ET LE CENTRE PEUVENT RÉUNIR. »

siège dans l'opposition PS à la Ville de Montpellier. Philippe Huppé a la double appartenance LREM et Parti Radical : « *Le PR est ancré dans les territoires et c'est un allié naturel pour LREM, les bouleversements nationaux vont se retrouver aux échéances locales* ». Dans le Gard, Françoise Dumas travaille déjà sur les prochaines échéances : « *Il s'agit d'organiser des débats et de préparer le terrain. À mon avis, les élections européennes donneront la nouvelle organisation du paysage politique* ».

## LES RÉPUBLICAINS RASSEMBLENT LA FAMILLE

« *En Occitanie, Les Républicains sont historiquement faibles car sans ossature idéologique* », observe Emmanuel Négrier. Une droite de fiefs plus que de bastions, qui subit une grave crise face à l'émergence de LREM. L'élection de Laurent Wauquiez à la tête du parti n'a pas fait l'unanimité et pose la question de sa capacité à rassembler. Jean-Pierre Grand interroge : « *La question de l'avenir des partis, c'est : où vont passer les lignes de partage philosophique, idéologique ? Soit Laurent Wauquiez persiste sur une ligne de droite dure et l'échec est programmé. Soit il redevient le bon successeur de Jacques Barrot (figure de la démocratie chrétienne, NDLR) et la mer sera calme* ». À Toulouse, la présidente LR 31, Laurence Arribagé (2<sup>e</sup> adjointe au maire), observe : « *J'attends, comme Jean-Luc Moudenc (maire de Toulouse, qui n'a pas souhaité s'exprimer, NDLR), de voir ce qu'il propose. Il faut s'occuper de reconstruire notre famille politique sans s'occuper du FN, digne infranchissable pour moi... On ne peut pas être dogmatique et sectaire. Laurent Wauquiez est obligé de considérer ce prisme* ». Le maire de La Grande Motte et président de l'Agglo du Pays de l'Or, Stéphan Rossignol, qui n'avait pas participé à cette campagne, est aussi dans l'observation : « *L'image de Laurent Wauquiez est clivante, et j'attends des actes prouvant qu'on veut rebâtir en rassemblant. Or le départ de personnalités importantes, comme Alain Juppé ou Xavier Bertrand, n'est pas un bon début ! La famille est en danger* ». Pour l'heure, Christophe Rivenq, le président du groupe de la droite et du centre au Conseil régional, dit ne pas avoir vu, en Occitanie, de personnalité quitter le parti et veut croire en une volonté de rassemblement. « *Pour être réélu, se mettre en conflit avec le parti est dangereux, rappelle judicieusement Dominique Reynié. En Occitanie, je ne vois pas un élu local prendre le risque d'envoyer balader Laurent Wauquiez et d'avoir des dissidences qui l'empêcheraient de gagner. Sauf si ce dernier prend des positions intenable* ». Dans une

région où le FN est très offensif et implanté\*, se pose alors la question d'éventuels transferts de voix entre LR et le FN. « *On peut s'attendre à ce que le discours des Républicains, pour récupérer les électeurs FN égarés dans le populisme, ait des effets en Languedoc*, analyse Emmanuel Négrier. *Mais ce sera l'inverse en Midi-Pyrénées, où cette stratégie fera fuir*. » Christophe Rivenq estime que « *sur une région dont la moitié est plutôt à gauche, il faut montrer que la droite et le centre peuvent réunir des électeurs de la droite-droite jusqu'au centre, voire centre gauche et radicaux* ». S'il concède la nécessité de reconquérir l'électorat de droite, Stéphan Rossignol assure qu'« *il ne faut pas se mettre dans les pas du FN qui est lui-même en train de se déliter, il ne faut pas faire n'importe quoi, mais retrouver nos valeurs* ». En réponse aux postures droitières de Laurent Wauquiez, des députés et sénateurs LR et centristes ont fondé, en décembre, le parti « Agir, la droite constructive ». Parmi les fondateurs, le député lozérien Pierre Morel-À-L'Huissier : « *C'est une réponse politique nouvelle aux déflagrations actuelles. Cela veut bien dire que le parti LR n'est pas monolithique* ». S'il semble croire que la double appartenance est viable, un proche du bureau politique LR confie au contraire que Laurent Wauquiez sommerait de choisir... Quant à la question d'une figure forte pour porter la candidature LR aux prochaines régionales, elle reste entière. « *Je lance une tournée des départements pour faire remonter les besoins des territoires et co-construire un projet, indique Christophe Rivenq. Oui, je compte jouer un rôle, mais d'ici là, le paysage politique aura évolué*. » Selon Jean-Pierre Grand, « *il y a peu de personnalités LR fortes ici, et s'il y en a une à mettre en avant, c'est le maire de Toulouse, qui me semble avoir l'épaisseur pour rassembler en Occitanie* ». Sauf que ce dernier semblerait plutôt prêt à rempiler pour les municipales...

## LE FRONT NATIONAL VISE L'ANCRAGE TERRITORIAL

Au sein du parti lepéniste, la crise est profonde, programmatique mais aussi morale, avec l'affaire des emplois fictifs au Parlement européen. « *En 1998, tout le monde croyait que le FN ne se relèverait pas de la scission Le Pen/Mégret*, rappelle pourtant Emmanuel Négrier. *Il ne faut pas confondre les problèmes de gouvernance interne, voire judiciaires, avec une perte de légitimité, pour un parti qui fonctionne sur des reflexes populistes. Il peut survivre à des crises internes*. » Le vice-président du parti, Louis Aliot (député des Pyrénées-Orientales et conseiller municipal de Perpignan), ...



ROBERT MÉNARD (APPARENTÉ FN)

« ON EST ALLIÉ AVEC CERTAINS PARTIS, MAIS INFÉODÉ À AUCUN PARTI. »

\* À la présidentielle 2017, la Marine Le Pen est arrivée en tête au 1<sup>er</sup> tour avec 22,98 % des voix, rassemblant 37,01 % des voix au 2<sup>e</sup> tour.



ANNE  
BRISAUD  
(CENTRISTES)

« JE ME PRÉSENTERAI  
AUX MUNICIPALES DE  
MONTPELLIER, ET A  
PRIORI, IL N'Y AURA  
PAS D'ALLIANCE,  
EN TOUT CAS AU  
1<sup>er</sup> TOUR. »



RENÉ REVOL  
(FRANCE INSOUmise)

« LES RÉPUBLICAINS  
SONT RINGARDISÉS  
ET LE PS LAMINÉ. »

... écarte rapidement le dossier judiciaire et promet un changement « du sol au plafond », notamment sur des thématiques comme l'euro et l'Europe, l'économie locale, et bien sûr la politique d'immigration. Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire (30) et président du groupe Rassemblement Bleu Marine (39 élus) à la Région Occitanie, entend jouer son rôle dans cette entreprise de refondation, en s'appuyant sur les 13 fédérations départementales et sur quelques figures médiatiques (Louis Aliot, Gilbert Collard, France Jamet, Robert Ménard), tout en faisant émerger de nouveaux visages, dont les conseillers régionaux. Nommé porte-parole du mouvement dans le Sud, le Gardois prône la stratégie du développement de l'ancrage territorial par la « prise » de mairies : « C'est fondamental. En mettant un visage incarné sur le FN, on fait tomber la diabolisation. La meilleure preuve, c'est que dans nos villes, nous avons cartonné aux scrutins suivants. Cela fait sauter le verrou psychologique. » Emmanuel Négrier confirme « un effet multiplicateur considérable sur l'électorat là où le FN a des élus implantés ». Ce n'est pas Robert Ménard, maire de Béziers, qui dira le contraire. « À Béziers, nous avons gagné un député et six conseillers départementaux sur trois cantons, rappelle-t-il. Et tout cela parce que notre électorat dépasse le FN... On est allié avec certains partis, mais inféodé à aucun parti. » L'élu théorise le rapprochement des droites : « S'il n'y pas un regroupement de la droite, de LR jusqu'au FN, Emmanuel Macron pourra dormir tranquille longtemps. Il existe des valeurs, des comportements, des idées, un imaginaire et une culture de droite, et on doit pouvoir rassembler autour de ces points ». Dominique Reynié pointe toutefois « un projet personnaliste » et « des limites à l'instrumentalisation par un homme de forces politiques qui ont aussi une identité ». Quant à Louis Aliot, il qualifie Robert Ménard de « rêveur », arguant que sa parole est « très caricaturale, même si ce qu'il fait à Béziers est bien fait ». Les prochaines municipales seront l'occasion d'éprouver les effets de la refondation du parti. « Notre ambition est de garder les mairies de Beaucaire et de Béziers, mais nous avons d'autres des villes-cibles, dont Perpignan où je me présenterai », indique Louis Aliot, qui dit pour l'heure ne pas songer aux Régionales. « Avoir une grande ville serait un plus », confirme Julien Sanchez. Craignent-ils le siphonage de voix par la droite Wauquiez ? « Pour l'instant, c'est l'inverse dans les Pyrénées-Orientales », vante Louis Aliot. Robert Ménard, lui, mise sur un recentrage chez LR : « Le problème de la droite, ce ne sont pas ses idées mais le fait qu'elle ne les applique pas. Laurent Wauquiez va-t-il rompre avec cette

attitude ? Aux prochaines municipales, je pense qu'une partie des élus de la droite LR ne sera pas loin de nous ».

## ■ ÉPARPILLEMENT AU CENTRE

Le centre n'échappe pas à la recomposition. En décembre, l'UDI s'est vidé d'une partie de sa substance, avec le départ des Centristes d'Hervey Morin et du Parti radical Valoisien qui s'est rapproché du PRG pour former le Parti Radical (PR). À Montpellier, l'ex-UDI Anne Brissaud, conseillère municipale et métropolitaine de Montpellier, est porte-parole du Comité exécutif des Centristes. « J'avais été exclue de l'UDI par Joseph Francis car je refusais de rentrer dans un fonctionnement qui n'était pas celui d'un parti centriste. On est des humanistes. On reprend notre liberté... La position centrale d'Emmanuel Macron est dangereuse pour la démocratie car elle fait monter les extrêmes. Il faut prendre un temps de réflexion tant qu'il n'y a pas d'élections à court terme ». La jeune femme confirme ses ambitions pour les prochaines municipales à Montpellier. Des alliances à venir ? « C'est trop tôt pour le dire, tout dépendra de la façon dont se définiront la droite et la gauche. À Montpellier, a priori, il n'y aura pas d'alliance, en tout cas au 1<sup>er</sup> tour. » Pour Philippe Huppé, membre du PR, qui s'est déjà présenté aux départementales sous l'étiquette UDI, avant de devenir député LREM, le PR a vocation à nouer des alliances et à constituer « un groupe fort pour les régionales ».

## ■ LA FRANCE INSOUmise EN EMBUSCADE

Pour René Revol, maire de Grabels (34) et membre de FI, son mouvement est « la seule opposition à LREM. Les Républicains sont ringardisés et le PS laminé ». Sur son territoire, le maire pense avoir une carte à jouer : « Jean-Luc Mélenchon était en tête à Montpellier, lors du premier tour de l'élection présidentielle (31,5 %, NDLR). Ensuite, nous avons eu l'élection de la députée Muriel Resquieu sur la 2<sup>e</sup> circonscription ». De quoi donner des idées à l'ancien vice-président de la Métropole, évincé en juin dernier, lors de la création d'un groupe « LREM et apparentés » au Conseil métropolitain par Philippe Saurel. « Le pacte des maires a été rompu et je considère que la Métropole empêche la coopération intercommunale », regrette-t-il. Un discours qu'il est allé porter, avec six autres élus, auprès du directeur de cabinet de l'Élysée en décembre dernier. FI prépare désor-





**DOMINIQUE REYNIÉ**, professeur de sciences politiques à Sciences Po et directeur général de Fondapol, Fondation pour l'innovation politique

## « UN TERRITOIRE QUI VOTE DE MANIÈRE PROTESTATAIRE »

**Depuis les présidentielles, les partis politiques traditionnels sont discrédités. Y-a-t-il encore avenir pour ce modèle ?**

Cette crise des partis n'est pas récente mais elle est devenue radicale. Ils paient des erreurs commises à répétition et le refus obstiné de prendre en considération les transformations de la société. Ce n'est pas faute d'avoir été alertés ! Pourtant, c'est la seule organisation collective qui est restée la même, autoritaire, hiérarchisée, centralisée, parisienne... Mais les partis sont des organisations nécessaires dans un ordre démocratique. LREM est un parti qui retrouve les plis du parti traditionnel, avec un chef et une même logique qu'aillleurs, mais qui n'en remplit pas encore les fonctions dans les territoires. Car il manque à cette formation politique, qu'on ne peut pas juger comme si elle existait depuis dix ans, l'ancrage territorial et les élus locaux. Or je crois à des logiques de fiefs, qui sont le propre du tissu local des partis politiques et de leur ancrage territorial, c'est ce qui leur reste comme force. Généralement, l'ancrage territorial n'est pas idéologique mais lié à l'efficacité estimée des politiques conduites.

**Quelle est la nouvelle cohérence politique de la région Occitanie, et va-t-on voir subsister les différences politiques entre l'ex-Languedoc-Roussillon et l'ex-Midi-Pyrénées ?**

La région Occitanie est historiquement une terre de gauche, encore très à gauche côté ex-MP, avec un FN très puissant plutôt sur l'ex-LR, et une droite modérée et pragmatique qui a su vivre à travers des figures comme Jacques Blanc, comme Baudis et Moudenc à Toulouse, ou Marc Censi à Rodez, mais qui fait face à des situations fragiles... On est sur un territoire qui vote de manière protestataire – c'est frappant dans le Gard et l'Hérault – donc ce n'est pas facile de faire voter pour un parti de gouvernement.

**Le PS est sorti largement affaibli de la présidentielle. La présidente de Région Carole Delga est-elle épargnée par cette vague de désaffection ?**

Elle n'est pas épargnée, mais préservée par sa position et les quelques moyens que ça lui donne. Mais la crise du PS est telle... Même si je ne crois pas qu'il disparaisse, car les partis sont plus résistants qu'on ne le croit. Carole Delga est une femme, élue à la tête d'une grande région, ce serait curieux de la part du PS de ne pas l'intégrer à un niveau très visible dans sa refondation.

**Peut-on parler de disparition du Fréchisme ?**

Je pense que oui. Paradoxalement, le Fréchisme reposait sur la mise à distance des partis traditionnels qui dominaient, auxquels il tenait tête. Du fait de la crise des partis, cette stratégie tombe à l'eau et ce modèle est en train de s'effondrer. Même si le Fréchisme était un mythe bien construit dans lequel on a cru... Sur le plan des politiques publiques, Montpellier n'a pas la puissance de l'autonomie et Philippe Saurel ne peut pas faire sans le Département ou la Région et prétendre se débrouiller tout seul. C'est impossible budgétairement, techniquement.

**Quel paysage politique peut-on imaginer d'ici les prochains scrutins ?**

Nous n'avons aucune visibilité sur les prochaines élections... Personne ne peut dire aujourd'hui ce que va devenir le système des partis en France. Recomposition des anciens partis ? Le Macronisme se transforme en force implantée localement, auquel cas on irait vers une révolution profonde du système politique français et la disparition probable des partis traditionnels ? Ou une dissociation durable « échec national/succès locaux » des partis traditionnels ?

*Propos recueillis par Cécile Chaigneau*

mais une liste pour les prochaines municipales à Montpellier, et René Revol veut rester vigilant sur la réforme constitutionnelle prévue en juillet prochain : « *Si les villes de la Métropole deviennent de simples mairies d'arrondissement, c'est la fin des haricots !* »

### ■ LA PEUR DE PERDRE

Pour l'heure, ces tractations internes des partis sont scrutées à la loupe par les observateurs tels que les médias, assurément. Suivie par les militants et les sympathisants des partis, probable-

ment. Et le citoyen ? Il y a fort à parier qu'il n'y voit là qu'un bal des égos bruyamment orchestré, des luttes intestines de prise ou de conservation de pouvoir, des jeux d'influence non dénués d'arrière-pensées, où chacun veut sauver sa peau. De quoi largement alimenter sa défiance vis à vis du politique. Dans cet embrouillamini politico-politicien, un élément devrait l'emporter : la peur de perdre, l'un des ciments les plus puissants qui soient en politique. Car la sanction se lira dans les urnes, comme toujours. D'ici les prochains scrutins, « l'Homo Politicus » devra donc avoir rangé les pièces sur l'échiquier pour espérer mobiliser les votes. ■

**Dossier réalisé par  
Cécile Chaigneau  
et Pauline Compan**



Le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

© H. Rubio

## MONTPELLIER : les appétits s'aiguisent

À la tête de la 7<sup>e</sup> ville de France, Philippe Saurel est l'artisan de la création de la Métropole en 2015, grâce au « pacte des maires ». Après la crise au conseil métropolitain en juin 2017, il revendique désormais une équipe « soudée et resserrée ». Mais en coulisses, les tractations pour les municipales de 2020 ont commencé.

**E**n 2014, Philippe Saurel avait déjà bouleversé la donne en prenant la mairie sans le soutien d'un parti politique. *« Jean-Pierre Mourre (investi par le PS, NDLR) a refusé de fusionner sa liste avec la mienne, malgré les pressions de François Hollande et Manuel Valls, détaille l'édile. Dans mon cœur, je suis toujours socialiste, mais un socialiste en rupture. Je ne suis pas En Marche, même s'il est préférable d'être dans le train de la victoire. »* Aujourd'hui, il constate aussi l'agonie des partis politiques. *« Le système classique est déliquescant. Les partis ont de meilleures chances s'ils sont rattachés à des initiatives locales, comme l'illustre l'émergence des indépendantistes en Corse. »* Une nouvelle donne qui s'incarnerait dans un « nouvel ordre mondial où l'État exerce les compétences régaliennes et où les Métropoles font le monde. »

insiste Philippe Saurel. Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole de Montpellier n'était pas prévue dans la première phase de la loi Maptam. *« Elle a émané de la volonté des élus locaux qui ont l'accent un peu rebelle »,* rappelle Philippe Saurel. Mais certains sont inquiets : l'institution manquerait de réactivité et de transparence. *« L'Agglomération n'avait pas la taille pour devenir Métropole dans la première vague »,* maintient Jean-Pierre Grand.

### QUEL AVENIR POUR LA MÉTROPOLE ?

La réforme constitutionnelle que prépare le Emmanuel Macron pour juillet 2018 pourrait avoir un important impact sur ces institutions. Le Département de l'Hérault pourrait-il disparaître au profit de la Métropole, après plusieurs transferts de compétences ? Le président du Conseil métropolitain sera-t-il élu au suffrage universel ? Si la 1<sup>re</sup> hypothèse ne semble pas à l'ordre du jour, cette réforme sera aussi un moyen pour Emmanuel Macron de favoriser l'implantation de LREM dans les territoires. Déclaré Macron-compatible mais pas adhérent, Philippe Saurel a déjà évoqué une 2<sup>e</sup> candidature en 2020. L'opposant socialiste au conseil municipal, Michaël Delafosse, peaufine son programme, et fait part de sa « *détermination totale* » pour être investi. La France Insoumise entrera aussi dans l'arène, avec Muriel Ressiguier et René Revol. Parmi les hypothèses, le nom de Coralie Dubost, députée de l'Hérault, est sur toutes les lèvres, dans une alliance avec Jean-Pierre Grand. *« Je suis plutôt intéressée par des questions nationales, affirme-t-elle, et même si j'échange avec les parlementaires de ma circonscription, nous n'envisageons pas une liste. »* Elle évoque aussi les discussions nationales pour « *continuer la recomposition du paysage politique dans les territoires* ». *« Montpellier est un cas particulier, avec un maire déclaré, mais non-adhérent. Le choix se fera sur le projet »,* juge-t-elle. En attendant, Philippe Saurel joue l'apaisement et veut se concentrer sur ses dossiers. Pour 2020, beaucoup le disent, ce sera avant tout une personnalité qui s'imposera, plutôt qu'une étiquette. ■ **P.C.**

© EH



PHILIPPE SAUREL (DVG)



CORALIE DUBOST (LREM)

### METTRE LES CHOSES AU CLAIR

À Montpellier Méditerranée Métropole justement, Philippe Saurel a créé, en juin 2017, un groupe « LREM et apparentés » et a conditionné les vice-présidences à l'adhésion au groupe. Tôt parmi les maires. *« Obliger des vice-présidents à adhérer à un groupe relève du monde ancien, pas de la démocratie »,* affirme le sénateur LR Jean-Pierre Grand, ex-maire de Castelnau-le-Lez. *« Il s'amuse comme un roi avec ses vassaux »,* détaille Anne Brissaud, conseillère à M3M. Le nom du groupe a depuis évolué vers « Métropole citoyen (ne) s En Marche, divers gauche, écologistes et apparentés », une façon de « *mettre les choses au clair* ». *« Il me faut une équipe soudée et pragmatique, composée de professionnels avec une connaissance fine des problématiques locales »,*

## PERPIGNAN : le spectre du Front National



JEAN-MARC  
PUJOL (LR)



LOUIS  
ALIOOT (FN)

Perpignan sera l'objet de toutes les observations lors des prochaines municipales car ce fief de la droite, où les inégalités sont fortes, est l'une des villes qui pourraient basculer Front National. « *La gauche y est en difficulté, LREM ne suffira pas forcément, et la droite est finissante : il y a un espace politique à prendre* », évalue le politicologue Emmanuel Négrier. Pour l'heure, un seul candidat s'est déclaré : c'est justement Louis Aliot, vice-président du FN, député des Pyrénées-Orientales et conseiller municipal de Perpignan depuis 2014. Pour les autres, il est trop tôt pour se prononcer, à commencer par le maire (LR) en place Jean-Marc Pujol : « *Je trancherai fin 2018* ». Beaucoup de noms circulent : Romain Grau (député LREM, ancien adjoint de Jean-Marc Pujol et camarade de promotion d'Emmanuel Macron), Laurent Gauze (vice-président de la CUB et président de Pyrénées Méditerranée Invest), Fabrice Lorente (président de l'UPVD) ou Olivier Amiel (ex-adjoint de Jean-Marc Pujol)... « *Je ne m'interdis*

*rien mais actuellement, je ne m'autorise rien non plus*, répond ainsi Fabrice Lorente. *J'ai encore deux ans à effectuer à la présidence de l'université* (jusqu'en mars 2020, NDLR). » La droite se sent-elle menacée ? « *Trois sujets sont essentiels : l'émergence du risque islamiste, la situation qui en découle dans notre pays et l'économie*, répond Jean-Marc Pujol. *Pour régler le problème des Français qui votent FN, il faudra répondre à ces préoccupations. Car il y a émergence d'un vote populiste et je crains la porosité entre les votes FN et France Insoumise*. » S'il peut se targuer des bons scores du FN à Perpignan, aux derniers scrutins\*, Louis Aliot devra toutefois clarifier sa situation personnelle (mis en examen en décembre 2017 pour abus de confiance dans l'affaire des assistants parlementaires européens). « *Il va y avoir beaucoup de candidats et à la fin, tous s'entendront pour me faire perdre et on retombera dans l'UMP !* », lâche-t-il, non sans rappeler le principe de la présomption d'innocence. ■

C.C

\* Municipales 2014 : 34,18 % et 44,88 %. Régionales 2015 : 41,61 % et 41,94 %. Présidentielles 2017 : 25,86 % et 40,29 %. Législatives 2017 : 32,38 % et 51,65 %.

## NÎMES : un champ politique miné par les divisions



JEAN-PAUL  
FOURNIER (LR)



YVAN  
LACHAUD (UDI)

À qui profite le crime ? Depuis le conseil municipal du 18 novembre et le divorce acté entre le maire de Nîmes Jean-Paul Fournier (LR) et son (ex) adjoint aux finances Yvan Lachaud (UDI), les jeux semblent plus ouverts que jamais dans la perspective des prochaines élections municipales. Fruit d'une querelle d'hommes et non d'appareils, la déchirure au sein de la droite locale, après 16 ans d'union, rebat les cartes politiques. Le hic ? Le nombre de joueurs invités à la table des municipales reste un mystère. La fracture aurait pu galvaniser l'opposition. Elle semble l'avoir laissée dans l'anesthésie où elle est plongée depuis plus de trois ans. Alors qu'il avait annoncé avant les municipales de 2014 que ce troisième mandat serait son dernier combat politique, Jean-Paul Fournier laisse aujourd'hui planer le doute : « *Tout me laisse même penser que je pourrais faire un 4<sup>e</sup> mandat, d'autant que je ne vois pas de successeur* », a-t-il affirmé à *Midi Libre* début janvier. Ses adjoints ont apprécié.

Demeurent quelques certitudes. Les Républicains disposant d'un nombre suffisant d'élus, le parti peut régner sur la ville sans avoir à nouer d'alliances jusqu'au terme de la mandature. Autre chose claire, Yvan Lachaud, par ailleurs président de l'Agglomération de Nîmes Métropole, sera bien candidat à la prochaine échéance locale. La gauche peut-elle profiter de ces divisions ? Rien n'est moins sûr car elle a, elle aussi, ses fractures. À gauche, Les Insoumis et le PCF se déchirent. Le PS ? Il n'a plus de conseillers municipaux, ni de leader naturel, depuis le ralliement de la députée Françoise Dumas à LREM... Un camp macroniste d'où seules les têtes des deux députés nîmois (Françoise Dumas et Philippe Berta) dépassent à ce jour. Dans ce contexte, le FN, déjà première force d'opposition municipale, fait preuve de constance. Il reste uni malgré les dissensions nationales au sein du parti qui n'ont pas gagné la Rome française. Bref, rien ne va plus, mais les jeux sont loin d'être faits. ■

T.T.



# MUNICIPALES : et ailleurs ?

© EH



## ■ SÈTE

Sur l'île singulière, les cartes restent à abattre, aucun candidat ne s'étant officiellement déclaré. Le maire (et président de Sète Agglopôle Méditerranée), François Commeinhes, est dans son 3<sup>e</sup>

mandat. En septembre, il a abandonné son siège de sénateur pour choisir sa ville, et n'exclurait pas une 4<sup>e</sup> candidature. Circulent aussi les noms de Sébastien Denaja (ex- député PS) ou d'André Lubrano (conseiller régional PS). Le député LREM, Christophe Euzet, devrait rester concentré sur son mandat actuel. Le parti présidentiel pourrait-il donner son investiture au maire en place, qui vient de se mettre en retrait de son parti Les Républicains ? Côté PC, François Liberti pourrait passer la main et chercherait le candidat de la relève. ■

© EH



## ■ MENDES

En mai 2017, Alain Bertrand, maire PS de la préfecture lozérienne depuis 2008, optait pour son mandat de sénateur. C'est Laurent Suau (également vice-président du Conseil départemental,

délégué aux finances), fidèle de longue date, qui lui succédait alors dans le fauteuil de maire. Pour les prochaines municipales, personne ne s'est encore déclaré, même si tout porte à croire que le maire sortant pourrait porter les ambitions de la gauche. À droite (où les barons comme Jacques Blanc, Jean-Paul Pourquier ou Pierre Morel-À-L'Huissier restent influents), la rumeur souffle une nouvelle fois le nom de Thierry Julier, président de la CCI de Lozère, qui ne commente pas. Quant à LREM, elle pourrait accepter de ne positionner aucun candidat face à Laurent Suau, à la demande d'Alain Bertrand, élu aux sénatoriales sous l'étiquette LREM... ■



## ■ ALÈS

Max Roustan est une figure emblématique de la droite locale et le maire de la capitale cévenole depuis 1995. En septembre 2017, il renonce à un siège de sénateur et privilégie son troisième mandat à

Alès où il préside également l'Agglomération. Également en 2017, il laisse la présidence des Républicains du Gard à Christophe Rivenq, son directeur de cabinet et DGS à la Ville et à l'Agglo, chef de file de la droite à la Région. « *Max Roustan dure dans une ville réputée à gauche car c'est une figure locale* », avance Emmanuel Négrier. La droite locale lui survivra-t-elle ? À 75 ans, Max Roustan tentera-t-il de briguer un nouveau mandat en 2020 ? ■

## ■ NARBONNE

La Ville de Narbonne est dirigée depuis 2014 par Didier Mouly (DVD), fils de l'ancien maire Hubert Mouly. À son élection, la ville renoue avec une tradition de droite après un mandat du socialiste Jacques Bascou, élu en 2008. Ce dernier reste actuellement président de l'Agglomération du Grand Narbonne. Didier Mouly a déjà inscrit l'échéance municipale de 2020 sur son agenda et les Narbonnais devraient juger ce fils du pays sur son bilan. À gauche, l'autre homme fort du territoire est Didier Codorniou, membre du PRG et ex-PS. Maire de Gruissan depuis 2001, il est aussi vice-président du Grand Narbonne et 4<sup>e</sup> vice-président de la région Occitanie, dans la coalition de gauche menée par Carole Delga. ■



© EH

## ■ CARCASSONNE

La cité médiévale abrite le siège du Conseil départemental de l'Aude, historiquement à gauche. Il est actuellement présidé par André Viola, membre du PS, l'un des présidents de Département à se dire en faveur d'un test pour le revenu universel. La mairie est actuellement sous la mandature de Gérard Larrat, ancien député UDF, et estampillé DVD. Il remporte l'élection en 2014 face à Jean-Claude Perez, ex-PS et soutien d'Emmanuel Macron à la présidentielle. Il est également le 1<sup>er</sup> vice-président de Carcassonne Agglomération, le seul de droite dans une assemblée majoritairement à gauche. La Communauté d'agglomération est dirigée par Régis Banquet (PS), maire d'Alzonne et conseiller général. ■



© EH

À noter : Le non-cumul dans le temps, qui limiterait un maire à trois mandats successifs, pourrait ne pas être rétroactif, comme l'a annoncé Emmanuel Macron lors du dernier Congrès des maires à Paris, en décembre 2017. La nouvelle loi prendrait effet à compter du prochain mandat.